L'UNION MÉDICALE DU CANADA

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DES

Drs A. LAMARCHE et H. E. DESROSIERS.

MONTRÉAL, FEVRIER 1884.

Pour tout ce qui concerne l'Administration ou la Rédaction, s'adresser, **par lettre**, à l'*Union Médicale du Canada*, Tiroir 2040, Bureau de Poste, Montréal, ou **verbalement**, soit au Dr A. Lamarche, No 276, rue Guy, soit au Dr H. E. Desrosiers, No 70, rue St. Denis, à Montréal.

L'abonnement à l'*Union Médicale* est de \$3.00 par année, payable d'avance. Ce montant peut être remis par lettre enregistrée ou par mandat-poste payable au Dr A. Lamarche.

MM. les abonnés sont priés de donner à l'Administration avis de leur changement de résidence et d'avertir immédiatement s'il survient quelque retard dans l'envoi ou quelque erreur dans l'adresse du journal.

Les manuscrits acceptés restent la propriété du journal.

Tout ouvrage dont il sera déposé deux exemplaires à la Rédaction sera annoncé et analysé s'il y a lieu.

Les seuls agents-collecteurs autorisés de l'*Union Médicale* sont M. G. H. CHERRIER pour la ville de Québec et les districts ruraux, et M. N. LÉGARE pour la ville de Montréal et la banlieue.

L'*Union Médicale du Canada* étant le seul journal de médecine publié en langue française sur le continent américain est l'organe de publicité le plus direct offert aux pharmaciens, fabricants d'instruments de chirurgie et autres personnes faisant affaires avec les membres de la profession.

L'*Union Médicale* ne donne accès dans ses colonnes d'annonces qu'aux maisons et produits qu'elle croit pouvoir recommander à ses lecteurs.

MM. GALLIEN et PRINCE, négociants-commissionnaires, 36, RueLafayette à Paris, France, sont les fermiers exclusifs de l'*Union Médicale* pour les annonces de maisons et de produits français et anglais.

Pour les annonces de produits canadiens ou des Etats-Unis, s'adresser à l'administration.

Médecins et pharmaciens.

Des plaintes nous arrivent tous les jours contre certains pharmaciens qui ne se gênent pas, paraît-il, de laisser parfois de côté la spatule ou le pilulier pour coiffer le bonnet de docteur et rédiger une ordonnance, donner une consultation, etc., et cela en dépit des dispositions bien connues de l'*Acte médical*, dispositions qui donnent aux seuls licenciés du Collège des médecins et chirurgiens le droit de pratiquer la médecine et de percevoir des honoraires pour leurs services.

Au reste ce n'est pas d'hier que la pharmacie cherche à empiéter de la sorte sur les droits de la médecine, et nous ne sommes ni les seuls ni les premiers à nous en plaindre. Depuis nombre d'années, pareils abus se produisent aux Etats-Unis et en Europe, et là comme ici, il est souvent difficile d'y porter remède.

A Montréal ces abus font des progrès de plus en plus sérieux. Il est à notre connaissance personnelle qu'un pharmacien de cette ville a actuellement sous ses soins un malade — fort en état de payer, du reste — auquel il soutire annuellement des sommes considérables pour services médicaux et même chirurgicaux.

Un de nos correspondants nous écrit que dans son quartier un pharmacien ne s'est pas fait scrupule de substituer des mixtures de son invention à celles indiquées par les ordonnances des médecins, ou même